

## DOSSIER DE PRESSE

# Pour une autre politique migratoire

Les organisations de la société civile se mobilisent pour lancer  
les États Généraux des Migrations

**Mardi 21 novembre 2017**

**#EGMigrations**

En juin dernier, **470 associations et collectifs citoyens** appelaient le nouveau chef de l'État et son gouvernement à [organiser une Conférence nationale sur la politique migratoire](#) de la France.

Pour seule réponse, les pouvoirs publics ont développé un discours alliant « humanité et fermeté » et, sur le terrain, des politiques qui ne répondent pas, voire aggravent, la situation des étranger-e-s. La chasse aux migrants continue dans les Alpes, près de Calais et partout en France, tandis que les procès de citoyens solidaires se succèdent. Quant à la concertation réclamée, elle s'est limitée jusqu'à présent à des rencontres ponctuelles bilatérales avec quelques acteurs de la société civile...

Début septembre, le Président Macron a annoncé la préparation et le débat prochain d'un projet de loi « sur l'immigration », dont les maîtres-mots devraient être la sélection accrue entre « bons » et « mauvais » migrants, l'accélération des reconduites aux frontières, et l'externalisation renforcée de la politique de contrôle migratoire, en Libye, au Tchad ou au Niger.

Associations et collectifs citoyens ont décidé de s'organiser pour que leurs constats, leurs demandes et leurs propositions soient entendus.

**Lors de cette conférence de presse, elles dresseront un premier bilan des 6 mois passés, en rendant compte des expériences et des situations constatées dans plusieurs régions de France.**

**Elles annonceront le lancement des États généraux des migrations**, qui se traduiront par :

- Des concertations décentralisées partout en France ;
- Des actions d'interpellation et de mobilisation citoyenne en réaction au projet de loi ;
- Un événement national au printemps 2018.

**Cette dynamique et ses objectifs seront présentés avec et par :**

- **Cédric Herrou**, de *La Roya citoyenne*, et **Pierre-Alain Mannoni**, de *Solidarité migrants 06*, tous deux condamnés pour « délit de solidarité »
- **Nan Suel**, co-présidente de *Terre d'Errance*, à Norrent-Fontes, dans le Pas-de-Calais
- **Bénédicte Chauvet**, militante du collectif parisien *Les P'tits déj à Flandre*
- **Michel Rousseau**, pour *Mouvement citoyen Tous migrants !* à Briançon
- **Patricia Gonzalez**, représentant l'*Intercollectif Hérault-Cévennes*
- **Thomas Dessalles**, inspecteur du travail, CGT-SNTEFP représentant la *Campagne « Contre le travail dissimulé, pour la régularisation des sans-papiers »*
- **Jean-Claude Mas**, secrétaire général de *La Cimade*
- **Nathalie Péré-Marzano**, déléguée générale d'*Emmaüs International*

Seront également présents des membres d'associations nationales (*Amnesty International - France, CCFD-Terre solidaire, CRID, Emmaüs France, Gisti, Fasti, Ligue des droits de l'Homme, Médecins du Monde, le Secours catholique*, notamment) et de collectifs locaux impliqués dans le processus des États Généraux des Migrations.

**CONTACT MÉDIAS - *Merci de confirmer votre participation auprès de :***

- **Amélie Canonne**, *Emmaüs International* : 06 24 40 07 06 - [a.canonne@emmaus-international.org](mailto:a.canonne@emmaus-international.org)

- **Rafael Flichman**, *Cimade* : 06 42 15 77 14 - [rafael.flichman@lacimade.org](mailto:rafael.flichman@lacimade.org)

- **Erika Campelo**, *VoxPublic* : 06 10 29 52 50 - [erika.campelo@voxpath.org](mailto:erika.campelo@voxpath.org)

# Conférence de presse de lancement des « États généraux des Migrations » –

**21 novembre 2017**

Les « États Généraux des Migrations » est un processus que nous lançons aujourd'hui. Depuis plusieurs mois, des centaines d'acteurs locaux et nationaux en France présents sur le terrain aux côtés des migrants, demandent :

- un changement radical de la politique migratoire française et européenne
- la mise en place d'une véritable concertation de la société civile, associant l'ensemble des ministères, car il n'est pas normal que le ministère de l'Intérieur soit le seul en charge de cette question qui concerne aussi les ministères du Travail, de la Santé, du Logement,...

Nous avons fait ces demandes en juin par courrier adressé à M. Macron et signé par 470 organisations. Nous les avons renouvelées lors d'une rencontre avec deux conseillères de l'Élysée (en juillet). Aucune suite n'y a été donnée.

Dans le cadre du projet de loi « immigration et asile », des rencontres avec quelques organisations ont eu lieu au ministère de l'Intérieur, au niveau du cabinet ou de Mme Gourault, la ministre déléguée. Ces réunions ne sauraient constituer le début de la démarche de concertation que nous appelons de nos vœux.

Or depuis 6 mois que le nouveau gouvernement est en place, force est de constater que la politique à l'œuvre repose sur une volonté de tri entre migrants, et le plus en amont possible voire même largement en dehors des frontières de l'Europe. Le but évident est d'en exclure une grande majorité du droit de séjour en France. Cela passe aussi, sur le territoire national, par une chasse aux migrants et un harcèlement accru des citoyens et associations qui sont à leurs côtés.

Face à l'absence de réponse du président de la République et du gouvernement à notre appel pour une concertation, nous avons décidé de lancer les États Généraux des Migrations pour construire là où les politiques migratoires détruisent:

- construire un contre-pouvoir rassemblant autant d'acteurs de la société civile que possible pour dénoncer les situations inacceptables qui ont cours sur le territoire français et se mobiliser par rapport au prochain projet de loi du gouvernement.
- construire des propositions pour démontrer qu'une autre politique migratoire est possible et ouvrir un espace où la voix des migrants soit enfin écoutée
- construire un mouvement d'opinion pour s'opposer à une vision erronée, culpabilisante et trop souvent xénophobe des migrations et des migrants

Le rassemblement large au sein des EGM démontre que des dizaines de milliers de citoyens en France pensent différemment la question migratoire, de façon tout simplement humaine. Leur travail sur le terrain démontre quotidiennement la dangerosité et l'inhumanité des politiques actuelles

Nous sommes des dizaines de milliers, notre voix doit être entendue.

En résumé, les acteurs engagés dans ces États Généraux des Migrations se sont mis en ordre de marche pour :

- dénoncer l'inacceptable, les politiques à l'œuvre aujourd'hui et celle envisagée par le gouvernement avec un nouveau projet de loi immigration ; l'impasse et le coût humain insupportable du Règlement européen Dublin III
- exiger en urgence le respect des droits fondamentaux et l'inconditionnalité d'un accueil dignes des personnes migrantes,
- organiser des consultations dans tous les territoires en France afin de faire remonter notre vision et nos propositions pour une politique alternative empreinte d'humanité et de respect de la dignité

Des premières concertations décentralisées seront organisées dans les prochaines semaines, notamment à l'occasion de la journée internationale des migrants le 18 décembre prochain.

Nous nous retrouverons pour une première session nationale des États Généraux des Migrations au printemps 2018, afin de rendre visible nos travaux.

## **1er tribune du 15 juin :**

# **APPEL À UN CHANGEMENT RADICAL DE POLITIQUE MIGRATOIRE EN FRANCE**

## **(470 SIGNATAIRES)**

Plus de 200 organisations, des très connues à des micro-collectifs dans des villages, lancent un appel public inter-associatif à Emmanuel Macron, Edouard Philippe et Gérard Collomb pour que le gouvernement change radicalement sa politique migratoire. Elles réclament l'organisation d'une conférence nationale d'urgence pour qu'émergent des politiques alternatives d'accueil.

Le ministre de l'intérieur a fait connaître ses premières intentions en matière de politique migratoire, et nous déplorons qu'il y manque l'engagement impératif de mettre un terme aux violences policières à l'encontre des migrants et réfugiés. De même, aucun mot n'a été prononcé pour annoncer la fin de l'intimidation à l'égard de citoyens ou associations, qui sur le terrain s'efforcent d'assurer accueil et solidarité à leur égard. Deux priorités qu'il faut d'urgence mettre en œuvre au regard des situations qui prévalent à Paris, de nouveau à Calais, à la frontière franco-italienne, mais aussi ailleurs en France.

Pourtant, la situation actuelle le démontre implacablement : la gestion répressive des migrations internationales et le non-respect du droit d'asile qui prévalent dans la plupart des pays d'Europe, et en France en particulier, sont un échec effroyable. Tout d'abord parce que les guerres, les violations des droits humains, l'aggravation des inégalités et les catastrophes climatiques jettent un nombre incompressible de personnes sur les routes de l'exil, et aucune police au monde ne pourra jamais empêcher

des jeunes de chercher à se construire un avenir, ou des familles de vouloir protéger leurs enfants. Ensuite parce que « tarir les flux d'arrivées », selon les mots mêmes du Ministre, relève de l'illusion et du mensonge, que nous payons au prix fort : des milliers de vies perdues chaque année en Méditerranée ou sur les autoroutes d'Europe, des centaines de millions d'euros gaspillés tous les ans, d'insupportables souffrances humaines, mais aussi des territoires sous tension, des bénévoles et des citoyens choqués et épuisés... De tels choix politiques fracturent nos territoires, dressent les hommes et femmes les uns contre les autres et nourrissent le rejet de l'autre et le repli sur soi.

Nous, membres d'associations nationales, collectifs de migrants ou citoyens réunis dans des initiatives locales de solidarité avec eux, composons une grande partie de la « société civile » organisée, qui tous les jours sillonne le terrain pour pallier les manques, l'aveuglement et l'inhumanité des politiques publiques. Nous avons vu des dizaines de milliers de personnes, ces derniers mois, s'engager, dans leurs quartiers ou dans leurs villages, pour témoigner de l'humanité la plus élémentaire : offrir réconfort et dignité à des personnes accablées par des parcours de souffrance et de danger, voyant leurs droits fondamentaux tout simplement niés par les autorités de l'État.

Face à ce qui constitue un véritable « état d'urgence », nous appelons les responsables politiques et administratifs à poser les vraies questions : notre conception de la justice admet-elle que des militants de solidarité soient harcelés, et jugés comme délinquants, ou que des distributions alimentaires soient interdites par arrêté municipal ? Les droits fondamentaux que nous aspirons à voir respectés à travers le monde sont-ils compatibles avec la détention de milliers de personnes qui ont pour seul tort d'avoir cherché à survivre et bâtir un avenir meilleur ?

Nous qui construisons chaque jour une France solidaire et accueillante, nous appelons donc le Président de la République et le Premier Ministre à convoquer d'urgence une conférence impliquant tous les acteurs, afin qu'émergent des politiques alternatives d'accueil et d'accès aux droits empreintes de solidarité et d'humanité.

## **2ème tribune 24 juillet :**

**A rebours du Plan Migrants, la société civile se rassemble autour d'une Conférence nationale citoyenne sur la politique migratoire de la France  
(300 signataires)**

Près de 260 associations et collectifs de solidarité et de défense des droits humains lancent l'organisation d'une Conférence nationale citoyenne sur l'accueil et les droits des personnes migrantes en France. Elles publient leur appel [sur Mediapart](#) et [Bastamag](#) ce 25 juillet.

Cette décision des acteurs associatifs et de citoyens est une réponse au Plan Migrants du Gouvernement publié la semaine dernière. Ce dernier ignore les propositions portées par celles et ceux qui, sur le terrain, agissent pour le respect de la dignité et des droits des personnes migrantes en France, et pallient l'absence ou l'insuffisance de volonté et de moyens de l'État.

Alors que les demandes de dialogue et de concertation des membres de la société civile restent sans réponse, ces derniers décident aujourd'hui de lancer un processus de concertation et de propositions entre tous les acteurs, afin de montrer, expériences à l'appui, qu'il est possible d'accueillir dignement et autrement les migrants dans notre pays.

Cette Conférence nationale citoyenne se tiendra fin 2017.

470 organisations ont adressé le 15 juin dernier au président de la république et au gouvernement un « Appel à un changement radical de politique migratoire en France ».

Cet appel exprimait la volonté des signataires de voir s'engager une politique alternative, respectueuse des droits fondamentaux. Il demandait qu'il soit mis fin aux violences policières à l'encontre des personnes exilées ainsi qu'à l'intimidation de citoyen-ne-s et associations désigné-e-s comme coupables de « délit de solidarité ». Il réclamait, enfin, la tenue d'une large conférence nationale sur les questions migratoires.

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs perpétuent une politique de mise à l'écart et d'exclusion. Des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont réussi à atteindre l'Europe, dont la France, souvent au risque de leur vie, voient leurs droits les plus fondamentaux méprisés. Ils et elles sont relégué-e-s, maintenu-e-s dans la précarité, enfermé-e-s, expulsé-e-s, parfois vers des pays où ils et elles sont en danger de mort.

Face à cette situation, des dizaines de milliers de personnes solidaires et des centaines d'associations œuvrent au quotidien et pourvoient au plus urgent. Mais ni leur expertise d'acteur de terrain ni leur volonté citoyenne d'agir pour un accueil digne ne sont reconnues par les pouvoirs publics. Au contraire, ces personnes et associations voient leur action entravée, quand elles ne sont pas traitées comme des délinquantes et poursuivies pénalement.

Le « plan migrants », présenté ces jours derniers par le gouvernement, décidé en quelques semaines, n'est en rien le fruit d'une concertation, encore moins de la réflexion nationale que nous voulons. En outre il est loin d'aller dans le sens de la politique d'hospitalité, de respect du droit d'asile et plus largement de respect des droits humains que nous revendiquons. Non seulement il ne rompt avec aucune des précédentes politiques migratoires, mais il nous enferme encore davantage dans une approche sécuritaire, opposant réfugié-e-s et migrant-e-s, en particulier ceux et celles qualifié-e-s d'« économiques ».

Nous réitérons donc notre appel au lancement d'une conférence nationale sur les migrations, permettant de poser une analyse précise et éclairée de l'accueil des étrangers en France et d'envisager sereinement les façons de construire une politique respectueuse des obligations de la France en matière d'accueil et de respect des droits humains.

Des espaces de débat public ont été ouverts sur d'autres thématiques dans le passé, comme le Grenelle de l'environnement ou les conférences sociales. Nous ne les idéalisons pas, mais nous savons d'expérience que cela a permis aux responsables politiques de s'appuyer sur l'expertise des acteurs de la société civile, des collectivités locales, des chercheur-se-s, pour déboucher sur des propositions d'action nourries de cette concertation.

Notre requête n'a pour l'heure pas été entendue, mais nous ne renoncerons pas à la dynamique de rassemblement manifestée par le succès de notre appel. Nous lancerons une concertation citoyenne mobilisant associations nationales et locales, collectifs de migrant-e-s et citoyen-ne-s réunis dans des initiatives locales de solidarité. Ensemble nous voulons faire émerger une proposition de politique d'accueil conforme à nos valeurs de solidarité et d'humanité.

## **Liste des signataires de la tribune du 15 juin :**

Abcéditiions Bienvenus Clandestins
ACAT
ACAT Angoulême
ACAT Auvergne
ACAT Corrèze
ACAT Forez
ACAT France Bourgogne
ACAT Lille
ACAT Morlaix
ACAT Niort
ACAT Poitiers
ACAT Val de Bussy Seine et Marne
Accueil Sans Frontières
ACORT - Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie
ACT & HELP
Act For Ref

Act Up-Paris
Actes & Cités
Action catholique indépendante - ACI
ADA Grenoble
ADRA Dunkerque
AG Consultants
Aide et Action
Aide solidarité envers les demandeurs d'asile de l'Ain
Aides Migrants Solidarité
AIDES
Alliance Universelle de Solidarité
Alofa Tuvalu
Alternative et autogestion
AMFPGN
Amis de la Terre Nord
Amitié coopération France Cameroun
Amoureux au ban public
Amnesty International France
Amnesty International Albi
Amnesty International Antibes-Valbonne
Amnesty International Alpes Maritimes
Amnesty International Caen
Amnesty International Cagnes-Vence-La Colle, Groupe 309
Amnesty International Cannes
Amnesty International Castelnaudary
Amnesty International Epernay
Amnesty International France - Groupe Relais Personnes Déracinées Lyon-Villeurbanne
Amnesty International Groupe 304 Haut Bocage
Amnesty International Groupe 50 St-Etienne
Amnesty International Groupe Nice 231
Amnesty International Ile de France-Sud Ouest
Amnesty International Langres

Amnesty International Lens Liévin
Amnesty International Marne la Vallée
Amnesty International Paris 12
Amnesty International Paris Convention
Amnesty International Paris Gambetta
Amnesty International Rambouillet
Amnesty International Reims
Amnesty International Val de Bièvre
Amnesty International Vichy Val d'Allier
Amnesty International Villefontaine
Anafé
Antenne Jeune Amnesty International Paris 1 La Sorbonne
APICED
APPEL - Accompagnement pour parler, écrire et lire
Association 100 pour 1 Avignon
Association Accueillir au pays
Association AIDER
Association AIR Saint Laurent en Royans
Association Bagagérue
Association de Parrainage républicain des demandeurs d'asile et de protection (Isère)
Association des avocats du droit d'asile
Association des Marocains en France
Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines Roms
Association Eat and meet
Association ECNou
Association Ecodrom93
Association En passant le pont
Association Etudiants Exilés Paris Diderot
Association française des juristes démocrates
Association des Familles Victimes du Saturnisme
Association Imagine
Association Habitat-Cité

Association Hospitalité chinonaise aux migrants
Association Jarez Solidarités
Association Join Hands
Association juvisienne pour l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés
Association Les Amoureux au Ban Public Breizh
Association Les Vertaccueillants
Association Lire et Ecrire
Association Massif du Tangué en France
Association Montagne Accueil Solidarité de Peyrelevade
Association Port d'attache Granville
Association pour la Démocratie à Nice
Association Sauvons la vie de l'eau potable pour tous
Association Solidarité territoires d'Albertville
Association SOS Refoulement Dijon
Association Tous Migrants
Association des travailleurs maghrébins de France
Association Unaterra 74
Association Un Digne Toit
Association Un jour la paix à Embrun
Association Vivons ensemble
Association Voisinage(S)
Association William Penn
Association Yamdaabo
Avocats pour la défense des droits des étrangers
FASTI
ASTI Bordeaux
ASTI Calvados
ASTI Petit-Quevilly
ASTI Romans
ATD Quart Monde
ATD Quart monde Hautes Alpes
Attac France

Auberge des Migrants
Ballon Rouge
CCFD-Terre Solidaire
CCFD-Terre Solidaire 01
CCFD-Terre Solidaire 05
CCFD-Terre Solidaire 07
CCFD-Terre Solidaire 13
CCFD-Terre Solidaire 21
CCFD-Terre Solidaire 22
CCFD-Terre Solidaire 25
CCFD-Terre Solidaire 27
CCFD-Terre Solidaire 34
CCFD-Terre Solidaire 35
CCFD-Terre Solidaire 36
CCFD-Terre Solidaire 38
CCFD-Terre Solidaire 50
CCFD-Terre Solidaire 51
CCFD-Terre Solidaire 54
CCFD-Terre Solidaire 56
CCFD-Terre Solidaire 58
CCFD-Terre Solidaire 62
CCFD-Terre solidaire 63
CCFD-Terre Solidaire 67
CCFD-Terre Solidaire 72
CCFD-Terre Solidaire 77
CCFD-Terre Solidaire 83
CCFD-Terre Solidaire 85
CCFD-Terre Solidaire 89
CCFD-Terre Solidaire 93
CCFD-Terre solidaire 95
CCFD-Terre Solidaire Ile de France
CCFD-Terre Solidaire St Etienne

CDAFAL 56
CEDETIM
CEECS/RESF44
Centre Primo Levi
Cercle citoyen de Soustons
Cercle Louis Guilloux
Cercle de Silence Hazebrouck
Chemins pluriels
CIIP Grenoble
CISPM
Citoyen.ne.s pour la paix en Colombie
CMR 62
COCAMI ( Comité Chahaignot pour l'Accueil des Migrants)
Collectif de l'AG de Lutte Contre Toutes les Expulsions de Caen
Collectif Laïcité du Perche
Collectif "Migrants: changeons notre regard!" Antony
Collectif "On est bretons, solidaires, et on agit"
Collectif "réfugiés" du Vaucluse
Collectif AGIR (accueil des migrants à Aix en Provence)
Collectif amiénois des sans papiers
Collectif antiraciste l'Hay-les-Roses-Fresnes-Cachan
Collectif ARDA'aide aux réfugiés et demandeurs d'asile
Collectif citoyen Accueil Migrants Valfleury
Collectif citoyen contre les expulsions de Quetigny
Collectif citoyen de Theix-Noyalo
Collectif Citoyens Solidaires 06
Collectif D'ailleurs nous sommes d'ici 86
Collectif de défense des droits et libertés des étrangers (CDDLE)
Collectif de Guillestre (05)
Collectif de soutien aux Familles Roms de St Denis
Collectif de soutien aux migrants et réfugiés 11/12 Marseille
Collectif de soutien aux sans papier du Trégor Goelo

Collectif de soutien de l'EHESS aux migrant-es
Collectif des associations citoyennes
Collectif des Associations Citoyennes de l'Est Val d'Oise (CAC-EVO)
Collectif Etorkinekin -Solidarité Migrants
Collectif Fraternité Migrants Bassin Minier 62
Collectif Icare
Collectif Judeo-arabe citoyen pour la Palestine
Collectif Justice & Libertés Strasbourg
Collectif La Chapelle Debout
Collectif Le Büech
Collectif Lille Nouvelle jungle
Collectif Lycée d'accueil International du Castel
Collectif Migrants 04
Collectif Migrants 83
Collectif Migrants Bienvenue 34
Collectif Migrants Changeons notre regard
Collectif Migrants Paris 19ème
Collectif National Droits de l'Homme Romeurope
Collectif pour la régularisation des sans-papiers 28
Collectif pour une Terre plus Humaine 72
Collectif pilatois Solidaires (42)
Collectif Pride de nuit
Collectif P'tit déj à Flandre
Collectif Romeurope du Val Maubuee
Collectif Roms de Gardanne
Collectif Roscoff - soutien aux migrants
Collectif Saint-Lois d'Aide aux Migrants
Collectif sarthois pour une terre plus humaine
Collectif des Sans-papiers 66
Collectif Sickofwaiting
Collectif solidaire amiénois
Collectif Solidarité Migrants Wilson

Collectif Solidarité Réfugiés du Piscénois (34)
Collectif Solidarité Réfugiés Yvelines
Collectif Solidarité Roms Lille Métropole
Collectif Solidarité-Réfugiés de St Hippolyte du Fort
Collectif SOLMIRE (Coll Solidarité Migrants Réfugiés)
Collectif Soutien Migrants Nantes
Collectif de Soutien aux Étudiant.e.s exilé.e.s - Malaquais
Collectif Uni-es- Contre une Immigration Jetable de la région nazairienne
Collectif Urgence Welcome Mulhouse
Collectif Welcome Nanterre
COMEDE
Comité d'Aide humanitaire au Peuple syrien
Comité d'amis d'Emmaüs Figeac
Comité d'accueil 72
Comité d'entraide de Villebon-Palaiseau
Comité de Liaison Diagonal France
Comité de soutien aux réfugiés algériens (Isère)
Comité meusien d'aide aux demandeurs d'asile
Comité pour le Respect des Liberté et des Droits de l'Homme en Tunisie - CRLDHT
Compagnie de la Cyrène
Compagnie L'abeille et l'orchidée
Confédération Syndicale des familles
Coordination Nationale des Sans Papiers (CNSP)
Coordination SUD
Coordination Urgence Migrants
COPAF
CRIAAR Velaux 13
CRID
Croyants en liberté 42
Culture et liberté
D'Ici ou d'Ailleurs-Rennes
Droits Ici et Là-bas

Ecodrom93
EDAR
Emancipation Tendance intersyndicale
ACAPE - Association Centre Abbé Pierre Emmaüs
Emmaüs International
Emmaüs France
Fondation Abbé Pierre
Emmaüs Alençon
Emmaüs Angers
Emmaüs Annemasse/Annecy
Emmaüs Bayonne
Emmaüs Brest
EMMAÜS Cernay
Emmaüs Chambéry
Emmaüs Clermontois - Oise
Emmaüs Côte d'Azur
Emmaüs Cotentin
Emmaüs Côtes d'Armor
Emmaüs Dennemont
Emmaüs Etang-sur-Arroux
Emmaüs Fontenay le Comte
Emmaüs Grande Synthe
Emmaüs Insert Albi
Emmaüs Le Mans - Sarthe
Emmaüs Limoges
Emmaüs Lyon
Emmaüs Marseille Saint Marcel
Emmaüs Mayenne
Emmaüs Mazamet
Emmaüs Nantes
SOS Familles Emmaüs Nantes
Emmaüs Nièvre

Emmaüs Pays de Vannes
Emmaüs Périgieux
Emmaüs Peupins
Emmaüs Plessis-Trévisé
Emmaüs Pointe Rouge Marseille
Emmaüs Rédéné
Emmaüs Saint Etienne
Emmaüs Scherwiller
Emmaüs Servas
Emmaüs Thouars
Emmaüs Tours Chinon
Emmaüs Vienne
Enfance majuscule
Entre les lignes entre les mots
Et Puis d'Ailleurs
Europe Cameroun Solidarité
Etudiants et développement
Fédération Artisans du Monde
Artisans du Monde Gap
Fédération de l'Entraide Protestante (FEP)
Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture
Fédération de Paris du MRAP
Fédération nationale de la maison des Potes
Fédération tunisienne des citoyens des deux rives
Femmes de la Terre
Femmes Informations juridiques internationales
Femmes migrantes debout - Paris
Fondation de l'Armée du salut
Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM)
Français Langue d'accueil
France Amérique Latine
FSU Fédération Syndicale Unitaire

SNPES-PJJ-FSU
FSU 66
Gisti
GRDR Migration Citoyenneté Développement
GRIAM (Groupe de réflexion inter-religieux d'aide aux migrants)
Grisélidis
Groupe Accueil et solidarité
Groupe solidarité paroisse Visitation Chevigny
Groupe Solidarité Roms
Groupe Vie Nouvelle Strasbourg
ICI initiative citoyenne
Immigration Développement Démocratie
INFLECHIR
Initiative Citoyenne pour l'Accueil des Réfugiés dans l'Embunais
Institut du Tout-Monde
IPAM
Itinérance Cherbourg
Itinérance Sud-Manche
ItinérENS Lyon
JEFS
JRS FRANCE
Kali
Kiron France
Kolone
Konexio
La Boussole 02
La Cimade
La Cimade 66
La Cimade 82
La Cimade - Chalon-sur-saone
La Cimade Figeac
La Cimade Quimper

La Cimade 72
La Croix rouge française
La Roya Citoyenne
Ligue des droits de l'Homme (LDH)
LDH Aix en Provence
LDH Aude
LDH Besançon
LDH Comité régional Nord Pas de Calais
LDH Comité régional PACA
LDH Comité régional Picardie
LDH Compiègne-Noyon
LDH Concarneau Riec sur Bellon
LDH Corsica
LDH Graves
LDH Paris 18
LDH Poitiers
LDH presqu'île de Crozon
LDH Quimper
LDH Saint Etienne
LDH Saintes
LDH Sarthe
LDH Section de l'EHESS
Le Cercle des Voisins du CRA de Cornebarrieu
Le Mouvement de la Paix
Les Amoureux Au Ban Public Bretagne
LVN Personnaliste et Citoyen
Maison des citoyens du monde-Loire Atlantique
Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale
Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités des Hauts-de-France
Marcq Terre d'accueil
MAS 44
Médecins du Monde

Migrations Santé France
Migrations Santé Alsace
Mouvement pour une alternative non-violente
Mouvement Utopia
MRAP
MRAP 06
MRAP Lille
MRAP L'Isle sur la Sorgue
MRAP Magenta
MRAP Paris
MRAP Région nazairienne
MRJC
MRJC Ain
Oustalité
Paris d'Exil
PASS Ile de France
Pastorale des migrants du diocèse d'Arras
PAYS DE MORLAIX SOLIDARITE MIGRANTS
Planning familial Pas de Calais
PLATEFORM Association
Programme "Etudiant invité" de l'ENS
Quartiers solidaires
Réseau Chrétien - Immigrés (RCI)
Reseau de solidarités Hôtel de Crouy
Réseau de Soutien aux migrants
Réseau Etudes Supérieures et Orientation des Migrant.e.s et Exilé.e.s
Réseau Euromed France
Réseau Foi et Justice Afrique Europe
Réseau Mom o'chaud (Aveyron)
Réseau Pass Ile de France
Réseau Welcome Orléans
Réseaux citoyens de St-Etienne

RESF
RESF 03
RESF 06
RESF 11
RESF 21
RESF 25
RESF 32
RESF 38
RESF 39
RESF 43
RESF 48
RESF 65
RESF 66
RESF 72
RESF 86
RÊVE
Réveil voyageur
Ritimo
Roussillon-Maghreb
S.N.M.D-CGT de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration
Savoie Solidarité Migrants
Scarabée - Solidarités Citoyennes avec les réfugié-e-s et les exilé-e-s
Secours catholique-Caritas France
Secours catholique Caritas France Agen
Secours catholique Caritas France Sarthe
Société St Vincent de Paul de Paris
Solidaritat Ubaye
Solidarité Laïque
Solidarité Migrants RESF 60
Solidarité Migrants Rouen
Solidarité réfugiés Sisteron
Solidarité Sans Papiers Creil

SOS Hépatites
SOS Racisme
Soutien Asile Nord 21
Soutien juridique Dunkerque
Soutiens en résistance Gourdon
Stop racisme Pézenax
Syndicat de la Magistrature
Système B, comme bidonville
Tadamoon 72
Tero Loko
Terrafrik Interface des alternatives sub-sahariennes
Terre d'Ancrages
Terre d'errance Flandre Littoral
Terre d'errance Norrent Fontes
Terre des hommes France
Terre des hommes Doubs
Terre Des Hommes Loire
Terres des Hommes Paris
Terre En Vue
TET-LLÄ France
Thot
Toulouse Syrie Solidarité
Tous Citoyens
Tous Migrants 05
Tous Migrants 73
TRAAM
Transport People and Care
Tremplin Gironde
Union juive français pour la paix
UN TOIT C'EST TOUT
Union syndicale Solidaires
Fédération SUD éducation

Sud Logement social
Solidaires 66
UTAC
Utopia 56
WELCOME-FRANOIS-SERRE et militante CCFD-TS 25
Wietchip Femmes du 3ème Millénaire
WISE